

231

CARRIERES <sup>du</sup> DIENTAT  
~~SUPRIME~~

45/21-23.2  
S. N. C. F.

Paris, le 27 FEV 1959

Région Sud-Ouest

Voie et Bâtiments

COMPTABILITÉ

5 bis, Bd de l'Hôpital

PARIS-XIII<sup>e</sup> arr<sup>t</sup>

N.R.D. 52/C.32 F

Embranchement particulier de la  
Société des Carrières du DIENAT  
au PK 380 + 665 de la ligne de  
Montluçon à Moulins.

Monsieur le Chef du 6<sup>e</sup> Arrondissement VB

(Bou)

Conformément aux dispositions de l'article 14 de l'Avis  
de Service VB 25 d n° 4 du 1<sup>er</sup> février 1956, je vous  
demanderais de vouloir bien faire procéder aux rectifica-  
tions suivantes sur l'état n° 1 de la documentation des  
embranchements particuliers (collections "Arrondissement", "  
"Section" et "District") :

Annexe n° 624

Supprimer : "Société des Carrières du Diénat entre  
Montluçon-Ville et Chamblet".

Le Chef de la Subdivision de la Comptabilité V. B.

6<sup>e</sup> Arrond<sup>t</sup> VB

5

S.O. - 6<sup>e</sup> V.B.  
FEV. 1959

Copie transmise par le Chef de la Subdivision de la Comptabilité V. B.  
pour faire procéder aux rectifications sur visées sur  
l'état n° 1 de la documentation "Section" et "District"

Montluçon, le 2 Mars 1959

Le Chef du 6<sup>e</sup> Arrond<sup>t</sup> V.B.

MJA

PARIS, le 22 Mars 1949

S.N.C.F.  
REGION DU SUD-OUEST  
VOIE ET BATIMENTS  
Comptabilité  
N/Réf. D. 52/C.52

237

Monsieur le Chef du 6ème Arrondissement V.B.

Ci-joint 4 exemplaires du traité type C.C.E. du 1er février 1949 passé avec la Société " Carrières du Diénat " pour régler les nouvelles conditions d'exploitation de l'embranchement particulier dont cette Société est concessionnaire entre les gares de MONTLUÇON et de CHAMBLET.

Ce traité annule et remplace à compter du 1er février 1949 le traité du 1er septembre 1944 et son avenant du 1er août 1947.

Le Chef de la Subdivision de la  
Comptabilité V.B.

.....

COPIE transmise à 2ème Section avec ci-joint lex.  
C  
du traité en date du 1/2/49.

26 Mars 1949

Le Chef des Etudes, .

Chesneau

F. P. Dupuis



SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

RÉGION DU SUD-OUEST

Ligne de Montluçon à Moulins  
PK 330+665

Entre les gares de Montluçon et de Chamblot

Embranchement particulier de la Carrière de  
pierres de la Société Anonyme "Carrières du  
Diéna".

TRAITE

Entre :

La Société Nationale des Chemins de fer français (S.N.C.F.)  
dont le siège est à Paris, 88, rue St-Lazare, représentée par  
M. CARDON, Directeur de la Région du Sud-Ouest, agissant par délégation de M. LEMAIRE, Directeur Général de la dite Société,

d'une part,

Et la Société Anonyme "Carrières du Diéna", dont le siège est  
à Lyon (Rhône), 30, rue Delandine, représentée par M. F. CHAUSSEUR  
de la dite Société, agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été  
spécialement conférés aux termes de la délibération du Conseil  
d'Administration du 21 décembre 1940 en qualité de Président  
Directeur Général,

d'autre part;

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

La Société "Carrières du Diéna" possède sur le territoire de  
la commune de Montluçon (Allier), une carrière de pierres qu'elle  
désire maintenir en communication avec la voie de fer au moyen d'un  
embranchement particulier déjà établi.

La Société Nationale des Chemins de fer français y consent  
et les parties sont d'accord pour que l'entretien, l'exploitation  
et la modification éventuelle du dit embranchement aient lieu aux



## DES CH

RÉGION.....

[illegible]

4. reporter

conditions stipulées dans le "Cahier des Conditions d'Etablissement, d'Entretien et d'Exploitation des Embranchements Particuliers (C.C.E.), édition du 4 octobre 1946, enregistré à la même date à Paris, 1er S.S.P. n° 305, dont la Société Anonyme "Carrières du Diéna" reconnaît avoir reçu un exemplaire, conditions qui sont complétées ou modifiées comme il est dit ci-après et auxquelles la dite Société déclare, par les présentes, se soumettre sans restriction ni réserve.

ARTICLE 1er - (Application de l'article 1er du C.C.E.).

L'embranchement est établi conformément au plan annexé au présent traité.

ARTICLE 2 - (Application de l'article 2 du C.C.E.)

Les travaux à effectuer pour l'électrification éventuelle des parties de voies de l'embranchement sur lesquelles les locomotives électriques de la S.N.C.F. seraient appelées à circuler pour l'exécution des manœuvres prévues à l'article 3 ci-après seront à la charge de la Société Anonyme "Carrières du Diéna".

ARTICLE 3 - (Application de l'article 4 du C.C.E.)

La S.N.C.F. n'est tenue de desservir l'embranchement que deux fois par jour.

Les wagons seront livrés sur l'une des voies A ou B de l'embranchement et repris sur l'autre, immédiatement après la barrière (voir plan).

La situation de l'embranchement, par suite de son raccordement sur une voie en déclivité, nécessitant pour sa desserte la mise en marche d'une manœuvre spéciale venant de la gare de Montluçon, il sera perçu pour chaque desserte régulière une redevance forfaitaire indiquée à l'article 5 ci-après.

ARTICLE 4 - (Application de l'article 8 du C.C.E.)

Les transports en provenance ou à destination de l'embranchement seront taxés conformément aux dispositions des tarifs en vigueur applicables aux embranchements situés entre plusieurs gares étant entendu que l'embranchement situé entre les gares de Montluçon-Ville et de Chamblat, à 3048 mètres de la gare de Montluçon-Ville et à 6081 mètres de la gare de Chamblat sera considéré comme aboutissant

...

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMIN

GARE DE \_\_\_\_\_ (4)

## RÉGION

# BORDERE

des pièces de paiement destiné à être annexé au " Bureau Centralisateur de versement des gares "

O.F. 25670 — 10-40 — *Progrès de l'Allier*[illegible]



au point de taxe de Le Diélat (Garage) qui figurera à la nomenclature des Etablissements S.N.C.F.

ARTICLE 5 - (Application de l'article 9 du C.C.E.)

§ I { Superficie des terrains occupés : deux mille sept  
cent soixante mètres carrés ..... 2.760 m<sup>2</sup>  
{ Redevance annuelle d'occupation : quatre mille  
quatre cent trente cinq francs ..... 4.435 F

{ Redevance forfaitaire annuelle concernant les  
installations de la 1ère partie ..... :  
§ II a) charges de capital : cinq cents francs ..... 500 F  
{ b) dépenses d'entretien et de renouvellement :  
{ quarante sept mille francs ..... 47.000 F

{ Taux de base du calcul des prestations :

{ Prix de l'heure d'une machine de manœuvres  
{ avec { 2 agents Traction ..... 1.964 F  
{ { 1 agent Traction ..... 1.767 F

{ Prix de l'heure d'un agent de l'Exploitation .... 196 F

{ Redevance forfaitaire pour chaque manœuvre de  
desserte régulière à raison de 30 minutes par  
§ III opération avec une machine de manœuvres  
{ 2 agents Traction et 2 agents Exploitation ..... 1.178 F

{ Toutefois, lorsque des wagons reçus ou expédiés au  
tarif commercial seront incorporés dans la rame  
conduite ou reprise par une manœuvre spéciale  
effectuée pour le compte du Service de la Voie et  
des Bâtiments, il ne sera perçu qu'une redevance  
de 131 francs par wagon (chargé ou vide), cette  
redevance comprend les frais d'enlèvement des wagons.

ARTICLE 6 -

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile, savoir :

- la Société Nationale des Chemins de fer français à son siège social, 88, rue St-Lezère, à Paris,

- et la Société Anonyme "Carrières du Diélat", à son siège social, 30, rue Delandine à Lyon,

auxquels lieux tous actes seront bien et valablement signifiés.



SOCIÉTÉ NATIONALE DES CH

GARE DE \_\_\_\_\_ (4)

## RÉGION

## SOUCHE DU BORD

des pièces de paiement destiné à être annexé  
au " Bureau Centralisateur de versement des gares "

P. — O/E 25670 — 10-40 — *Progrès de l'Allier*

[illegible]

## ARTICLE 7

Néanmoins l'article 12 du C.C.E. et sans tirer autrement à conséquence, la durée du présent traité, pour la perception des droits d'enregistrement seulement, est fixée à trois années à compter de la date de sa signature, cette durée se renouvelant, à défaut de résiliation, par tacite reconduction de trois années en trois années.

L'embranché sera tenu à chaque période de renouvellement d'enregistrement du traité de faire une déclaration rectificative au cas où le montant de la redevance annuelle d'occupation aurait été modifié à la suite de l'application d'une nouvelle variation intervenue dans les prix des tarifs marchandises.

Fait en autant d'exemplaires qu'il y a de parties intéressées plus un pour l'Administration de l'Enregistrement, à Paris le  
1 FEV 1949 mil neuf cent quarante neuf.

P. Le Directeur  
de la Région du Sud-Ouest  
et par Délégation,  
Le Chef du Service de l'Exploitation,

L'Ingénieur en Chef,

Signé : GILMAIRE

Lu et Approuvé

Signé : Chaussier

Enregistré à	Montluçon
le	19.2.49
Révisé	152 fcs
Signé	

[illegible]

5  
e  
SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

-----  
Région du SUD-OUEST  
-----

Ligne de MONTLUCON à MOULINS - P.K. 330 + 665

Gare de MONTLUCON  
-----

Embranchement particulier de la carrière de pierres de la Société Anonyme "Carrières du Diénat".

-----  
A V E N A N T

au traité du 1er septembre 1944  
---

Entre :

La Société Nationale des Chemins de fer Français (S.N.C.F.) dont le siège est à Paris, 88, rue Saint-Lazare, représentée par J. CARDON, Directeur de la Région du Sud-Ouest, agissant par délégation de M. LEVALLE, Directeur Général de la dite Société,

d'une part;

Et la Société Anonyme "Carrières du Diénat", dont le siège est à Lyon (Rhône), 30, rue Delandine, représentée par M. CHAUSSIER, Président - Directeur Général de la dite Société, agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été spécialement conférés aux termes de la délibération du Conseil d'Administration du 21 décembre 1940

d'autre part;

IL A ETE CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT :

Par traité en date du premier septembre mil neuf cent quarante-quatre, enregistré à Montluçon le vingt-trois novembre suivant, folio 15, case 167, la Société Nationale des Chemins de fer Français (S.N.C.F.) a réglé avec la Société Anonyme "Carrières du Diénat" les conditions d'entretien, d'exploitation et de modification éventuelle d'un embranchement particulier relié au P.K. 330 + 665 de la ligne de Montluçon à Moulins et desservant une carrière de pierres.

La modification des installations de sécurité permettant de réduire le parcours à effectuer pour la desserte de l'embranchement, la

.....





S.N.C.F. et la Société Anonyme "Carrières du Diéna" se sont mises d'accord pour annuler les dispositions des articles 3 et 5 et les remplacer par les suivantes :

Art. 3 (nouveau) - (application de l'article 4 du C.C.E.)

La S.N.C.F. n'est tenue de desservir l'embranchement que deux fois par jour.

Les wagons seront livrés sur l'une des voies désignées par les lettres A et B de l'embranchement et repris sur l'autre immédiatement après la barrière (voir plan).

La situation de l'embranchement par suite de son raccordement sur une voie en déclivité nécessitant pour sa desserte la mise en marche d'une manœuvre spéciale venant de la gare de Montluçon, il sera décompté pour chaque desserte régulière une durée forfaitaire indiquée à l'article 5 ci-après.

Art. 5 (nouveau) (application de l'art. 9 du C.C.E.)

§ I - Superficie des terrains occupés : deux mille sept cent soixante mètres carrés (2.760 m<sup>2</sup>).

Redevance annuelle d'occupation : sept cents francs (700 frs).

§ II - A - Redevance forfaitaire annuelle concernant les dépenses d'entretien et de renouvellement des installations de la première partie : quatre mille francs (4.000 frs).

§ IV - Durée supplémentaire forfaitaire pour chaque manœuvre régulière de desserte (machine et personnel) : trente minutes (30')

Personnel participant à la manœuvre : 2 agents Traction

2 agents Exploitation

Toutefois, lorsque des wagons reçus ou expédiés au tarif commercial seront incorporés dans la rame conduite ou reprise par une manœuvre spéciale effectuée pour le compte du Service de la Voie et des Bâtiments, il ne sera perçu qu'une redevance de 62 frs par wagon (chargé ou vide), cette redevance comprend les frais d'enlèvement des wagons.

En cas de variation dans les prix des tarifs marchandises en général, cette redevance sera modifiée à la même date et dans la même proportion que les prix de ces tarifs.

Cette modification pourra également intervenir en cas d'aménagement de certains tarifs applicables aux transports commerciaux ayant entraîné une variation appréciable du taux moyen des prix de transport de marchandises analogue à celle qu'aurait provoquée une modification générale des prix des tarifs marchandises.

Il n'est rien changé aux autres dispositions du traité du 1er avril 1945.

Fait en autant d'exemplaires qu'il y a de parties intéressées plus un pour l'Administration de l'enregistrement, à Paris, le 1<sup>er</sup> août mil neuf cent quarante-sept.

P. le Directeur  
de la Région du SUD-OUEST  
et par Délégation

LE CHEF DU SERVICE DE L'EXPLOITATION

Lu et Approuvé

Signé : *Chautier*

Signé : GIRETTE

Enregistré à *Montluçon*  
le *1<sup>er</sup> Août 1947* Folio *35* Case *5*  
*100 p. 100 p.*  
Signature :

des pièces de paiement destinées  
au " Bureau Centralisateur des versements "

C. C. 500 " (C. C. R.) - O/E 59703 - 7-04 - Progres de l'Allier

NUMÉROS	INDICATION SOMMAIRE DES PIÈCES	MONTANT		NUMÉROS	INDICATION SOMMAIRE DES PIÈCES	MONTANT
					Report..	



Subdivision de la Comptabilité

D.52  
222

0495

Monsieur le Chef du 6ème Arrondissement,

Ci-joint 4 exemplaires du traité en date du 1er septembre dernier réglant les nouvelles conditions d'exploitation de l'embranchement particulier concédé à la Société Anonyme " Carrières du DIENAT " en gare de MONTLUÇON.

Ce traité annule et remplace, à compter de cette même date, le traité d'embranchement du 1er mars 1939 et le traité d'occupation de terrain du 2 mars 1939.

P. Le Chef du Service V.B.  
signé: GILLES

COPIE transmise à Monsieur le Chef de la 2ème Section

Monsieur le Chef de Bureau (Cté)

avec 1 exemplaire du traité du 1er septembre 1944.

30 Janvier 1945

Le Chef du 6ème Arrondissement,





SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

Région du Sud-Ouest

Ligne de Montluçon à Moulins P.K. 330 + 665

Gare de MONTLUÇON

Embranchement particulier de la carrière de pierres de la Société Anonyme "CARRIÈRES DU DIENAT".

T R A I T É

Entre :

La Société Nationale des Chemins de fer français, dont le siège est à Paris, 88, rue Saint-Lazare, représentée par M. DUMAS, Directeur de la Région du Sud-Ouest, agissant par délégation de M. R. LE BESNERAIS, Directeur Général de la dite Société,

d'une part ;

et la Société Anonyme "CARRIÈRES DU DIENAT" dont le siège est à LYON (Rhône), 30, rue Delandine, représentée par Monsieur F. CHAUSSIER Président, Directeur Général de la dite Société, agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été spécialement conférés aux termes de la délibération du Conseil d'Administration du 21 décembre 1940,

d'autre part ;

IL A ÉTÉ CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT :

La Société Anonyme "Carrières du Diénat" possède sur le territoire de la commune de Montluçon (Allier) une carrière de pierres qu'elle désire maintenir en communication avec la voie de fer au moyen d'un embranchement particulier déjà établi.

La Société Nationale des Chemins de fer français y consent et les parties sont d'accord pour que l'entretien, l'exploitation et la modification éventuelle du dit embranchement aient lieu aux conditions stipulées dans le "Cahier des Conditions d'Etablissement, d'entretien et d'exploitation des embranchements particuliers" (C.C.E.), enregistré à Paris, 1er S.S.P., le 19 février 1940, n° 238, dont la Société Anonyme "Carrières du Diénat" reconnaît avoir reçu un exemplaire, conditions qui sont complétées ou modifiées, comme il est dit ci-après, et auxquelles la dite Société déclare, par les présentes, se soumettre sans restriction, ni réserve.

ARTICLE 1er - (application de l'article 1er du C.C.E.) - L'embranchement est établi conformément au plan annexé au présent traité.

ARTICLE 2 - (application de l'article 2 du C.C.E.) Les travaux à effectuer pour l'électrification éventuelle des parties de voies de l'embranchement sur lesquelles les locomotives électriques seraient appelées à circuler pour l'exécution des manœuvres prévues à l'article 3 ci-après seront à la charge de la Société Anonyme "Carrières du Diénat".

ARTICLE 3 - (application de l'article 4 du C.C.E.)

La S.N.C.F. n'est tenue de desservir l'embranchement que deux fois par jour.

Les wagons seront livrés sur l'une des voies A ou B de l'embranchement et repris sur l'autre immédiatement après la barrière (voir plan).

La situation de l'embranchement, par suite de son raccordement sur une voie en déclivité, nécessitant pour sa desserte la mise en marche d'une manoeuvre spéciale venant de la gare de Montluçon et cette manoeuvre devant en outre se rendre jusqu'à la gare de Chamblet-Néris pour passer de la voie paire à la voie impaire afin de pouvoir conduire et reprendre les wagons sur l'embranchement, il sera décompté pour chaque desserte régulière une durée forfaitaire indiquée à l'article 5 ci-après :

ARTICLE 4 - (application de l'article 8 du C.C.E.) - Les expéditions en provenance ou à destination de l'embranchement seront taxées pour leur transport par chemin de fer, conformément aux dispositions des tarifs en vigueur applicables aux embranchements aboutissant à une gare étant entendu que l'embranchement sera considéré comme relié à la gare de Montluçon-Ville.

La longueur de l'embranchement pour l'application des tarifs est de 1 kilomètre (1 km.)

ARTICLE 5 - (application de l'article 9 du C.C.E.)

I - Superficie des terrains occupés : deux mille sept cent soixante mètres carrés : 2.760 m<sup>2</sup>.

Redevance annuelle d'occupation : sept cents francs (700 frs).

II A - Redevance forfaitaire annuelle concernant les installations de la première partie : quatre mille francs (4.000 frs).

IV - Durée supplémentaire forfaitaire pour chaque manoeuvre régulière de desserte (machine et personnel) : cinquante minutes (50').

ARTICLE 6 - (complément de l'article 12 du C.C.E.) - Indépendamment des clauses particulières de révision incluses dans l'article 12 du C.C.E., la S.N.C.F. et l'embranché auront la faculté de réviser, moyennant préavis de trois mois donné par lettre recommandée, les conditions du présent traité à l'expiration de périodes quinquennales successives comptées à partir de la date de sa signature.

ARTICLE 7 - Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile, savoir :

- La Société Nationale des Chemins de fer français, à son Siège Social, 98 rue Saint-Lazare à Paris ;

- et la Société Anonyme "Carrières du Diénat" à son Siège Social, 30, rue Delandine à Lyon ;

auxquels lieux tous actes seront bien et valablement signifiés.

ARTICLE 8 - Nonobstant l'article 12 du C.C.E. et sans tirer autrement conséquence, la durée du présent traité, pour la perception des droits d'enregistrement seulement, est fixée à trois années à compter de la date de sa signature, cette durée se renouvelant, à défaut de résiliation par tacite reconduction, de trois années en trois années.

Fait en autant d'exemplaires qu'il y a de parties intéressées plus un pour l'Administration de l'Enregistrement à Paris, le 1<sup>er</sup> Septembre mil neuf cent quarante-quatre.

P. LE DIRECTEUR DE LA REGION DU SUD-OUEST

et par Délégation

LE CHEF DU SERVICE DE L'EXPLOITATION,

*L'Ingénieur en chef*  
*Signé: Gilmaire*

Lu et Approuvé

Signé : *F. Chauvies*

*Enregistré à Montluçon*

*le 23 Novembre 1944*

*fol. 15 case 167 recu 141*

PM  
6° Arrondissement VB  
MONTLUCON

Montluçon à Moulins

P.K. 330 + 665

Embrt. des Carrières du Diénat

V

231  
Montluçon , le 27 Juin 1953

Le Chef du 6° Arrondissement VB

à Monsieur le Chef de la Subdivision  
de la Comptabilité V.B.

En application de la note Comptabilité n° 3224 du  
8 mai 1947, je vous adresse ci-joint, 3 exemplaires de  
l'Avenant n° 1 au traité type C.C.E. en date du 1er Février  
1949 passé avec la Sté Anonyme "Carrières du Diénat" pour  
régler les conditions d'exploitation de l'embranchement  
particulier qui lui a été concédé au P.K. 330 + 665 de la  
ligne de Montluçon à Moulins.

Le Chef du 6° Arrondissement VB.,

*Signé: DAFFA*

Copie transmise à Monsieur le Chef de la 2° Section  
(2ex;)

avec 2 ex. de l'Avenant <sup>n°1</sup> au traité du 1er Février 1949.

Le Chef du 6° Arrondissement VB.,

*Signé: DAFFA*

Copie à C avec 1 ex. de l'avenant n° 1 au traité  
du 1er février 1949.



231  
Avenant n°1

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS  
RÉGION DU SUD-OUEST

Ligne de GANNAT à MONTLUÇON  
(P.K. 330+665)

Entre les gares de MONTLUÇON et de CHAMBIET

Embranchement particulier de la carrière de pierres  
de la Société Anonyme " Carrières du Diénat ".

AVENANT N° 1 au TRAITE du 1er Février 1949

Entre:

Le Société Nationale des Chemins de fer français  
(S.N.C.F.) dont le siège est à PARIS, 88, rue Saint-  
Lazare, représentée par M. GIRETTE, Directeur de la  
Région du Sud-Ouest, agissant par délégation de M. ARMAND  
Directeur Général de la dite Société,

d'une part;

Et la Société Anonyme " Carrières du Diénat " dont  
le siège est à LYON (Rhône), 30, rue Delandine,  
représentée par M. François CHAUSSIER agissant au nom et  
pour le compte de cette Société, en vertu des pouvoirs  
qui lui ont été spécialement conférés aux termes de la  
délibération du Conseil d'Administration du 21 décembre  
1940 en qualité de Président Directeur Général,

d'autre part.

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT:

Par traité en date du premier février mil neuf cent quarante neuf,  
la Société Nationale des Chemins de fer français (S.N.C.F.) a réglé,  
avec la Société Anonyme " Carrières du Diénat " les conditions  
d'entretien, d'exploitation et de modification éventuelle d'un  
embranchement particulier rattaché au P.K. 330+665 de la ligne de  
GANNAT à MONTLUÇON, entre les gares de CHAMBIET et de MONTLUÇON, et  
desservant une carrière de pierres.

La S.N.C.F. ayant modifié les charges de cet embranchement, les  
parties contractantes se sont mises d'accord pour annuler les dis-  
positions de l'article 5 du traité sus-rappelé et les remplacer par  
les suivantes:

" ARTICLE 5 (Nouveau) - (application de l'article 9 du C.C.E.)  
" (Superficie des terrains occupés:  
" § 1 { Deux mille sept cent soixante mètres carrés ..... 2.760m<sup>2</sup>  
" { Redevance annuelle d'occupation:  
" { Six mille quatre cent trente francs ..... 6.430F.

.....



" (Redevance forfaitaire annuelle concernant les installations  
 " (de la 1ère partie:  
 " § II A (a) Charges de capital:  
 " Cinq cent francs ..... 500F  
 " (b) Dépenses d'entretien et de renouvellement:  
 " Cinquante mille cinq cent soixante francs.....50.560F  
 " (Taux de base du calcul des prestations:  
 " (dessertes autres que les dessertes régulières)  
 " Prix de l'heure d'une machine de manoeuvres:  
 " avec (2 agents Traction ..... 2.851F  
 " (1 agent Traction ..... 2.566F  
 " Prix de l'heure d'un agent de l'Exploitation: 285F  
 " Redevance forfaitaire pour chaque manoeuvre de  
 " desserte régulière à raison de 30 minutes par  
 " § III opération, avec une machine de manoeuvres  
 " 2 agents Traction et 2 agents Exploitation ..... 1.710F  
 " Toutefois, lorsque des wagons reçus ou expédiés  
 " au tarif commercial seront incorporés dans la  
 " rame conduite ou reprise par une manoeuvre  
 " spéciale effectuée pour le compte du Service de  
 " la Voie et des Bâtiments, il ne sera perçu  
 " qu'une redevance de ..... 190F  
 " par wagon (chargé ou vide), cette redevance  
 " comprend les frais d'enlèvement des wagons.

Il n'est rien changé aux autres stipulations du traité du 1er  
Février 1949.

Fait double à PARIS, le SEIZE JUIN mil neuf cent cinquante  
trois.

P. Le Directeur de la Région  
 du Sud-Ouest  
 Par Délégation  
 Le Chef du 6e Arrondissement  
 Exploitation  
 signé: BENECH

Lu et approuvé  
 signé: CHAUSSIER